



Bulletin autoproduit par les contributions volontaires des membres du forum anarchiste - ce bulletin étant édité sur un recto vous pouvez l'imprimer sur le verso de pages déjà écrites - Faites le tourner ! prix :0 euros

ça va péter !



<http://forum.anarchiste.free.fr>

Sauf mention contraire, chaque article reflète l'avis de celui ou celle qui l'écrit

Sommaire du numéro 19

- ANARCHISME(S) ?

par Conan

- LA K BINE – LEGITIME DEFENSE

par ChoueTTe

- LE LANGAGE

par Immortal

- LE PRIX DE LA DETTE : A QUI PERD GAGNE

par léo

- SOUS LE VOILE DE L'ETAT POLICIER ...

rapporté par fabou59



EDITO de sebiseb , Endettement général.. Dictature mondiale !

750 milliards d'euros prêt à être débloqués et voici les marchés financiers rassurés !

Cette fois les politiciens ne cherchent même plus à se cacher derrière le terme plus convenu de "modernisme" pour dire quelle politique ils veulent imposer aux européens ; le libéralisme ne se cache plus derrière un quelconque traité sommant les citoyens du vieux continent d'abandonner leur acquis sociaux obtenus sur plus d'un siècle à la loi très fluctuante des marchés financiers..

Dans une émission de France Télévision, l'économiste Philippe Manière déclarait tout de go que le capitalisme n'avait plus à prouver son efficacité puisqu'il avait depuis 250 ans permit de faire progresser le niveau de vie de tout à chacun. Ce qu'oublie cet intellectuel c'est que cette augmentation du niveau de vie ne s'est pas faite équitablement à travers le monde, qu'elle a été ponctuée de nombreuses conquêtes sociales - qui sont en train d'être méthodiquement démontées par ses amis, et ce parce que pour obtenir toujours plus, il leur faut désormais s'en prendre aux modestes petits mains de leur système qui les ont pourtant tant aidé à s'enrichir - enfin, "la révolution industrielle" s'est développée au détriment de la planète, ces ressources, et donc notre cadre de vie ! Bref, et encore une fois, nos penseurs/donneurs de leçons sont incapables d'imaginer un autre monde que celui gouverné par la finance et un système économique dont plus personne n'a réellement le contrôle, mais qu'une poignée de sauvages savent habilement utiliser pour en tirer le maximum de profit individuel, spoliant et plongeant dans le dénuement le plus insondable la

majorité des habitants de notre chère petite planète bleue (de plus en plus foncé) - Fi de la solidarité, ils écartent toute forme de scrupules, sous l'arrangeant prétexte que la démocratie est censé permettre à tout à chacun de pouvoir faire de même.

Face à cette hégémonie mondialiste de l'oligarchie qui spéculent sur nos vies, nous nous devons réagir collectivement, nous unir par de là les frontières, et comme nos camarades grecques se révolter contre ceux qui nous exploitent avec une arrogance qu'ils ne cherchent même plus à dissimuler - Car les 3 employés morts lors des manifestations helléniques ne sont pas les victimes des "insurgés" des rues d'Athènes, non, les coupables de ces meurtres sont tous les escrocs/mafieux qui ont poussé à la révolte une population qui refuse le raquette généralisé que l'on veut leur imposer.

Les solutions proposées à la crise, et toutes les réponses actuellement données par les politiques vont dans ce sens. Ils ne visent qu'à endetter toujours plus le citoyen lambda, lui, ses enfants, petits enfants, arrières petits enfants, ..., pour le rendre totalement asservit au système économico-financier. Le crédit étant le moyen le plus sûr désormais d'esclavagiser les populations, fi du droit de vote, de la liberté d'expression, et de toutes ces pseudo-libertés qu'accorde le pouvoir pour mieux les asservir au diktat de l'argent devenu le vrai, seul et unique moyen de les faire obéir à leurs élucubrations.

Bref, il est temps et grand temps de faire tomber ce système inique et cynique, et de construire un système juste et équitable qui ne dépendent plus de quelques intérêts particuliers !

Tweet



ANARCHISME(S) ?

- par Conan -

Voici un petit texte, en guise de présentation, toute subjective, de l'anarchisme. Pour résumer ce que j'en pense, histoire de donner quelques billes aux gens qui se posent des questions, et éventuellement leur donner envie. Bien évidemment, ce n'est pas exhaustif, bien entendu ce n'est que ma vision : il y a autant d'anarchismes que d'anarchistes. J'ai préféré privilégier une forme assez courte, au prix de quelques simplifications - sans doute abusives ! Ces thèmes de réflexion gagnent évidemment à une réflexion plus approfondie, à des lectures... et aussi (et surtout) à une expérimentation toute personnelle, dans les luttes et les alternatives.

ANARCHISME(S) ?

L'anarchie, une autre conception de la liberté

L'anarchisme est la lutte contre l'autorité, mais aussi et surtout une affirmation permanente de la possibilité et de la capacité à gérer ses affaires par soi-même, en s'organisant librement avec les autres, afin que tou-te-s puissent exercer leurs libertés réelles, en libérant un maximum de potentialités. Contrairement au libéralisme, qui considère que la liberté des un-e-s limite celle des autres, l'anarchisme est fondé sur une vision dynamique, potentielle et mutuelle de la liberté : la liberté des un-e-s contribue à élargir les champs de ma liberté. Contrairement à l'idée reçue, relayée par la pensée dominante, l'anarchisme n'est donc pas le désordre ni la violence, mais la recherche permanente d'une harmonie sociale, dans l'épanouissement de chacun-e. Il est le combat contre le chaos et la violence de ce monde. Reclus, un géographe anarchiste, disait que l'anarchie c'est l'ordre moins le pouvoir.

Origines historiques et philosophiques

L'anarchisme trouve ses origines historiques dans le mouvement ouvrier au XIXème siècle, où il se distingue peu à peu du marxisme sur un certain nombre de points découlant tous du ferme rejet de l'autorité. Ce qui implique la responsabilité individuelle et la libre organisation.

Le postulat anarchiste de la légitimité de la liberté individuelle et son corollaire, la conscience de la responsabilité individuelle, est certes bien plus ancien : on peut les faire remonter aux sceptiques grecs, au taoïsme etc... mais l'originalité du mouvement anarchiste, né au XIXème siècle, est de penser et de mettre en pratique l'articulation de la liberté individuelle et de l'organisation collective, permettant le maximum de liberté individuelle pour tou-te-s. Liberté individuelle car nul n'est légitime à contraindre quiconque. Liberté collective car il n'y a fondement de légitimité que sociale : il n'est possible de fonder auprès des autres la légitimité de sa liberté individuelle qu'à la condition évidente de ne pas contraindre autrui en retour. Liberté et égalité ne sont donc pas seulement des valeurs théoriques complémentaires, encore moins antinomiques : elles sont des valeurs pratiques et indissociables, aussi bien d'un point de vue éthique que d'un point de vue économique.

Le rejet de l'Etat

L'affirmation de la liberté individuelle ne peut aller qu'avec le choix libre de l'organisation par les individus, selon les contractualités qui leur conviennent, à l'exception de toute forme de domination et d'exploitation des un-e-s par d'autres. Ce rejet d'une même contractualité pour tou-te-s, du centralisme, d'une loi unique et donc totalitaire, amène au rejet de la notion de Parti, et donc d'Etat, comme autorité sociale instituée. Pas seulement parce que l'Etat actuel est au service du capitalisme et de la classe dominante : les anarchistes rejettent aussi le principe marxiste-léniniste d'un Etat ouvrier. Plus profondément, l'Etat étant l'ensemble des outils d'une légitimation de la même loi pour tou-te-s, il a pour fonction intrinsèque de délégitimer et donc de condamner la légitimité des volontés individuelles à exercer leurs libertés. Il prétend faire le bien de tou-te-s, mais c'est d'autant plus impossible que l'Etat se dit légitime à le faire. Car sa ligne est globale, centraliste, et donc totalitaire ; elle exclue par principe la légitimité des minorités à fonctionner autrement. L'Etat est par nature coercition et atteinte à la libre dynamique des individus.

Le fédéralisme et les règlements

Mais ce rejet de l'Etat et du centralisme par les anarchistes ne les mène pas pour autant à l'anomie, ou absence de règlement collectif ; dès que deux humains se rencontrent et agissent ensemble, ils s'organisent. Bien au contraire, l'anarchisme a toujours eu au cœur de sa réflexion les enjeux de l'organisation entre les individus. L'anarchisme consiste précisément à redonner aux individus la capacité à s'organiser par eux-mêmes, à reprendre en main la capacité de créer leurs propres « règles » d'organisation, non pas au sens de coercition, mais d'ajustement permanent pour l'épanouissement de tou-te-s. Le centralisme doit disparaître, pour faire place au fédéralisme. Le fédéralisme est fondé sur deux principes corollaires. A savoir, à une première échelle, la libre organisation des groupes humains selon les « affinités » : les volontés, les goûts culturels, les pensées, les désirs de production et de consommation... (et non des affinités au sens de catégorisations fictives d'individus en genres, races, nations et autres balivernes). A une seconde échelle, c'est la libre association de ces groupes humains (et des individus ayant fait le choix de ne pas s'y associer), sur des contractualités elles aussi librement consenties. L'individu changeant, les projets évoluant, la contractualité doit elle-même évoluer librement, par l'élaboration permanente d'un consensus collectif, toujours à réajuster aux contextes complexes des situations, et aux volontés individuelles qui les vivent.

Mandat impératif contre mandat représentatif

Selon cette vision, les anarchistes rejettent donc en général le vote dans le cadre des élections représentatives (y compris non-étatiques), consistant à désigner des représentants à un pouvoir décisionnel avec carte blanche pour le temps de leur mandat. Les anarchistes considèrent que la démocratie (la vraie) est antinomique avec la représentativité. Nul ne peut incarner la « volonté nationale », nul ne peut décider au nom d'une collectivité. Les anarchistes, conscients de la nécessité de s'organiser en démocratie réelle, c'est-à-dire directe, préfèrent élaborer des décisions collectives prises en assemblées, si possible au consensus. Ils recourent parfois au vote s'il le faut, tout en

préservant le principe de libre-association si des individus minoritaires souhaitent s'organiser autrement. S'il est nécessaire de désigner des responsables (en particulier à des échelles plus larges et fédérales, mais aussi pour traiter de tel ou tel sujet spécifique), les anarchistes préfèrent le mandat impératif, consistant à accorder à un individu ou à plusieurs (en commission par exemple), le soin et la responsabilité individuelle d'exécuter techniquement une tâche décidée collectivement en amont (information, mise en œuvre...), s'il le faut avec une certaine marge de manœuvre, mais aussi à pouvoir tout autant et à tout moment, en aval, demander des rapports et des comptes à ces mandaté-e-s, et à pouvoir infléchir voire révoquer collectivement ces mandats.

Le rejet des « spécialistes »

Ils sont aussi conscients de la nécessité d'empêcher des spécialisations, et donc de faire le plus possible tourner les mandats et les tâches nécessaires au collectif ; avec nécessité d'organiser des formations transitoires, afin que nul-le ne puisse, de gré ou de fait, monopoliser un savoir-faire indispensable aux autres. Afin que nul-le n'exerce ainsi un pouvoir : car le savoir est aussi un capital. Ainsi, nul-le ne se spécialise définitivement, se privant d'une vision globale ; chacun-e peut apprendre tout au long de sa vie, en s'enrichissant auprès des autres ; et plus nombreux-ses sont en capacité de juger du travail des mandaté-e-s désigné-e-s et révocable-e-s. Bien sûr, certaines personnes, par goût ou par passion, développeront sans doute tant de connaissances dans un domaine qu'il deviendra difficile d'avoir un avis précis sur toutes les questions qui les préoccupent. Mais jamais aucune décision ne devrait pouvoir passer sans contrôle de la base.

Les conflits et les violences

Quant à la résolution des conflits et des violences, les anarchistes savent qu'une bonne partie des contraintes d'individus par d'autres est liée aujourd'hui à l'exploitation capitaliste, avec son lot d'inégalités économiques et de déresponsabilisation structurelle des individus, par l'imprégnation constante du pouvoir, de la domination et de la concurrence dans les esprits. Et que ces contraintes liées au capitalisme n'auront plus lieu d'être dans une société libertaire où chacun-e aura accès à une vie digne, à la satisfaction de ses besoins vitaux et culturels, et à la prise en compte du respect intégral de sa dignité au sein du groupe social. Malgré cette évidence, et ses conséquences sur l'harmonisation profonde des relations entre les individus jusque dans l'intimité, le paradis sur Terre n'existera jamais et il y aura toujours des violences passionnelles et des dissensions s'exprimant violemment. Elles ne pourront être évitées, et devront être traitées sans déposséder la victime et l'agresseur de leur dignité et de leur possibilité de pouvoir continuer à s'inscrire dans la vie sociale. La coercition et la privation de liberté ne peuvent qu'accroître la violence. Néanmoins, au nom de la liberté de chacun-e, il est aussi nécessaire d'empêcher cette violence commise de menacer d'autres individus, sinon ce serait permettre la violence. Compte tenu de cela, hors de question de balayer la question d'un revers de manche, en lynchant ponctuellement les violeurs et assassins. La responsabilisation individuelle (formation à la vie de groupe, à la défense personnelle, à la capacité de refuser la violence et de gérer la violence) mais aussi collective (commissions de règlement des conflits, développement de groupes de parole non-directifs, où la collectivité s'implique) sont infiniment préférables à la spécialisation de missions sécuritaires et « psychiatriques » par des vigiles, miliciens et autres policiers. Plus que

tout autre mission, il faut au maximum éviter de déléguer un rôle de sécurité à des spécialistes, fussent-ils mandatés, pour lutter contre les oppressions. Les oppressions des un-e-s concerne l'ensemble du groupe humain. Chacun-e doit apprendre à ne pas fuir les conflits, mais à s'en emparer pour éviter qu'ils dégénèrent en violence, pour faire de la conflictualité une richesse et non un appauvrissement des relations entre individus. De fait, ce n'est pas une utopie : travailleurs sociaux, enseignants et psychologues savent combien le travail sur la confiance et la main tendue pour tisser des liens sociaux responsables sont plus efficaces pour régler les conflits que de punir, enfermer et exclure.

L'oppression capitaliste

Les oppressions sont diverses. Beaucoup sont liées au capitalisme, système qui organise la société en classes : une classe dominante (appelée « bourgeoisie » dans toute l'histoire du mouvement social) et classe dominée (appelée « prolétariat »), n'ayant comme richesse que sa force de travail. La bourgeoisie est la classe qui contrôle le capital, au sens des moyens de production (gisements de ressources naturelles, usines, terres agricoles...), d'échange (monnaies, banques, bourses, institutions économiques et financières nationales et internationales) et de distribution (des réseaux de communication et de transports aux supermarchés...). La bourgeoisie fonde son pouvoir décisionnel économique sur la propriété privée (au sens exclusif et privatif, à savoir qu'elle limite l'usage au seul détenteur), qui permet elle-même, au nom de la détention exclusive des moyens cités au-dessus, de décider de ce qui doit être produit par la société (en général, dans le seul but du profit et non de l'utilité sociale réelle), de qui doit produire (d'où chômage, hiérarchisation du travail et division du travail) et de comment cela doit être produit (spécialisation de la recherche autour d'activités engendrant profit et du contrôle social, dépossession des méthodes de fabrication, des savoirs-faires artisanaux) et surtout, de comment les richesses sont réparties (ce qui permet de prélever un important profit, toujours croissant). Tout cela est rendu possible par le biais du monopole capitalistique écrasant la concurrence et l'alternative (historiquement fondé sur des exactions, l'esclavage, le colonialisme, l'expropriation de paysans...), mais aussi sur le salariat, qui est vente de la force de travail physique et-ou intellectuel par les gens qui n'ont qu'elle pour seule richesse. Par le salariat, la bourgeoisie extorque légalement une « plus-value » aux travailleurs. Le travail rémunéré en société capitaliste est toujours aliéné à une exploitation, d'un bout à l'autre de la chaîne de production. Il s'oppose toujours à la libre activité. Et ce n'est pas parce que les frontières ont été floutées par la création délibérée de pseudo-« classes moyennes » que l'aliénation et la société de classes sont remises en cause. Nul n'y échappe, pas même « l'artisan indépendant », et encore moins « l'auto-entrepreneur », qui en réalité ne décide de rien, dépendent totalement des monopoles capitalistes fixant prix et rareté des produits, sont tondu par des impôts écrasants d'Etats complices, et ne bénéficient même pas des quelques droits encore détenus par des salariés. Ils peinent tout autant à survivre que les salariés.

L'intime connexion entre pouvoir économique et politique

Mais l'anarchisme va plus loin qu'un simple constat d'exploitation économique, de vol généralisé des travailleurs : il critique ce qui fonde ce vol gigantesque organisé légalement : le pouvoir économique de décider ce qui est produit, de qui le produit, comment, et de qui perçoit quoi. L'anarchisme dénonce aussi la soumission à celui-ci. Le capitalisme

associe intimement pouvoir économique et politique, en donnant l'illusion d'une séparation de ces deux questions, attribuant même l'accumulation de pouvoir économique à une « liberté » dans laquelle le politique n'aurait pas à faire ingérence. Les anarchistes savent que l'on ne peut se débarrasser de l'accumulation des richesses et du pouvoir économique qu'en se réappropriant la décision économique, qui est aussi la décision politique. Prétendre s'attaquer à l'accumulation du pouvoir économique en abdiquant la lutte contre l'accumulation du pouvoir politique est donc absurde. C'est ce qui distingue l'anarchisme du libéralisme économique et politique, mais aussi du marxisme, qui affirme qu'une avant-garde politique doit s'emparer du pouvoir politique et donc économique au nom de l'égalité économique de tous. La « dictature du prolétariat » n'est jamais que la dictature d'une bureaucratie sur le prolétariat. Encore une fois : l'Etat est tout autant à abolir que le Capital.

La nécessité révolutionnaire

Il ne peut donc y avoir égalité économique sans égalité politique... comme il ne peut y avoir reprise en main du politique sans reprise en main économique. Expropriation des patrons et de l'Etat, pour une reprise des terres, des champs, des usines, des services, par les travailleurs eux-mêmes, ce que les anarchistes appellent « l'autogestion ». L'autogestion peut aussi être pratiquée ici et maintenant, à travers maintes formes « d'alternatives » (amap, coopératives, mutuelles, gratuité et entraide...) Néanmoins ces diverses formes d'autogestion ne sauraient durer sans périlcliter ou se corrompre, si elle restent isolées au sein du système capitaliste. Elles dépendront en effet de fournisseurs et d'acheteurs, intégrés au capitalisme et à son exigence de profit. De plus, si elles prennent une importance réelle, elles seront fatalement réprimées par les appareils de l'Etat (justice, police, médias...). Parce que l'Etat, qu'il soit de type fasciste, libéral ou marxiste, est l'alpha et l'omega du Capital, dont il est absolument indissociable. Ses institutions servent à protéger la propriété capitaliste, par un travail de légitimation de l'horreur capitaliste (droits de l'homme –affirmant la sacralité de la propriété privée- et constitution basée sur le pouvoir représentatif, justice fondée sur la répression du « vol », école autoritaire et hiérarchiste, médias abrutissants...), de dépossession des questions sociales par leur monopolisation le rendant en apparence « indispensable » (sécurité sociale par exemple), et de violence si le capital est attaqué (police, armée, renseignements...). L'Etat n'a de « bonnes » institutions que ce qu'il a été contraint de lâcher, suite à des luttes radicales, pour éviter sa débâcle. Seules des grèves générales reconductibles et des luttes radicales, révolutionnaires, ont permis au mouvement social d'inquiéter assez Capital et Etat pour qu'ils consentent à lâcher des miettes (« acquis sociaux »), par ailleurs rapidement remises au service du capital (comme les retraites pour contrecarrer les caisses de solidarité ouvrières, comme la sécurité sociale au profit des lobbys pharmaceutiques, ou l'école républicaine pour contrecarrer les écoles populaires etc...). Il n'y a donc rien à attendre des partis qui entretiennent l'illusion d'un changement par les urnes. Ils ne font que légitimer l'aliénation intrinsèque que suppose le pouvoir étatique. Le capitalisme sait se servir de la droite nationaliste et sécuritaire pour détourner la colère du peuple contre les étrangers et les contestataires et éventuellement pour accroître la répression et le contrôle social. Mais il sait aussi utiliser la « gauche » et ses politiques plus keynésiennes, pour maintenir, soutenir et légitimer, via l'intervention « sociale » de l'Etat, ses fondamentaux d'oppression capitaliste. Quant à « taxer » le capital, mesure qui ne sert qu'à cesser d'exiger son abolition pure et simple, elle n'a jamais empêché le capital de continuer à fructifier par d'autres moyens. La propriété capitaliste

est à abattre et pour cela, son cerbère étatique est aussi à abattre.

De l'utilité et des limites des « îlots libertaires » en société capitaliste

Si tisser des alternatives aguerrit, permet d'expérimenter ce à quoi peut ressembler une économie libertaire plus vaste, habitue à la reprise en main de sa vie, redonne confiance, permet aussi de nourrir les gens et de pourvoir à leurs besoins en cas de crise révolutionnaire, ces alternatives sont insuffisantes si elles sont isolées et détachées d'une lutte sociale plus globale et radicale. Pour renverser la dictature globale de la marchandise, l'exil et le repli en communautés « autogérées » est aujourd'hui impossible. La lutte doit être construite globalement, par la fédération des groupes révolutionnaires et des alternatives de vie. Et ce, sans plus aucune illusion sur les partis politiques et les centrales syndicales cogestionnaires.

Les alternatives libertaires au capitalisme : une fédération de projets

Notons à ce sujet de l'anticapitalisme, que les anarchistes sont divisés sur les questions économiques, entre les partisans d'une propriété individuelle excluant l'exploitation et le profit d'individus sur d'autres (anarchistes individualistes), les partisans d'une contractualisation libre par coopératives et mutuelles (anarchistes proudhoniens) et les partisans d'une propriété collective (anarchistes communistes), eux-mêmes divisés entre partisans d'une planification collectiviste (Bakounine) et partisans de la prise au tas (Kropotkine), etc... Entre les partisans du maintien de la valeur et de l'échange et éventuellement de la monnaie (librement contractualisés), et les partisans de la gratuité, etc...

Les un-e-s et les autres font d'ailleurs des remarques critiques pertinentes sur les dérives « capitalistes » que peuvent entraîner les positions des autres. Pour le plus grand profit de chacun-e, ce qui permet d'aiguiser sa réflexion et ses pratiques. Mais s'il est bien un point de convergence, c'est que face à l'horreur du système capitaliste, nous devons toutes lutter ensemble, et que la libre expérimentation doit ensuite prévaloir : nul-le ne peut être contraint de participer à un système qu'il réprouve. Là encore, le fédéralisme entre groupes (communes) et/ou individus, demeure un fondamental des anarchistes : même les anarchistes collectivistes ont bien souligné (à la différence des marxistes) que le collectivisme ne pourrait jamais être imposé aux individus par la force, et que seul l'exemple et la réussite concrète pouvait stimuler les individus à rejoindre des communes de ce type. Dans l'histoire révolutionnaire, contrairement aux marxistes qui collectivisaient généralement par la force et dépossédaient totalement, au nom du Parti, les paysans de la décision économique, les anarchistes qui ont mis en place une économie libertaire (Espagne, Ukraine, Kronstadt...) ont toujours laissé un lopin de terre individuel aux paysans, afin de leur laisser la liberté de s'organiser comme ils le souhaitaient. C'est aussi cela qui a donné tellement de fil à retordre aux pouvoirs, lorsqu'il s'est agi d'écraser les anarchistes dans le sang : le peuple était enthousiaste, et se défendait avec acharnement. Ce sont les armées noires d'Ukraine (Makhno) qui ont à elles seules, avec 30.000 partisans anarchistes (essentiellement des paysans ayant acquis leurs propres lopins de terre), ont su repousser les armées de Denikine... et les colonnes libertaires d'Espagne qui ont su tenir aussi longtemps contre les armées franquistes - qui bénéficiaient pourtant de l'aide massive des dictateurs fascistes d'Europe, et du silence coupable des « démocraties » (y compris de « gauche », comme en France sous le front populaire). Rien

n'est plus heureux et stimulant que de redevenir maître de sa vie, encore plus si c'est fait avec les autres : le pouvoir des canons et des fusils est grand, mais rien n'a pu jusqu'à aujourd'hui, malgré la répression et l'étouffement de ces luttes, éteindre la flamme de l'esprit libertaire.

Ecologie et anarchisme

Ajoutons que le capitalisme est fondé, par un ensemble de mécanismes de concentration du pouvoir économique (comme l'inflation monétaire basée sur la dette érigée en système), sur la croissance et la création de besoins factices de consommation ; Il suppose donc, à terme de plus en plus court, la destruction totale de l'environnement. L'anarchisme ne peut donc contourner la question écologique. Mais il la lie fondamentalement à la lutte contre le capitalisme et, plus intimement encore, à la lutte pour la reprise en main par les individus de la décision collective. Seul le retour de la politique parmi les gens eux-mêmes et pour eux-mêmes, peut permettre d'orienter la production et la consommation dans un souci d'utilité réelle, de pérennité, de gestion rationnelle des ressources limitées de la planète. L'urgence écologique ne consiste pas à couper l'eau en se brossant les dents, argument de culpabilisation individuelle par les capitalistes, qui financent la reconversion de leurs profits dans le « développement durable » ; mais bel et bien à reprendre le contrôle économique et politique de nos vies, seul capable de préserver l'humanité de sa destruction.

Les oppressions ne peuvent être hiérarchisées : luttons contre toutes les oppressions

L'oppression capitaliste se nourrit néanmoins d'autres oppressions, basées sur des catégorisations factices des individus, qu'elle contribue fortement à construire et à développer car elles le sous-tendent à travers toute son histoire. L'oppression économique, de « classe », si elle est plus que jamais d'actualité, ne peut donc être considérée comme la seule oppression à combattre. Les oppressions sont toutes spécifiques et toutes liées, et il est indispensable de ne pas les hiérarchiser, et de les combattre toutes sans relâche. Qu'elles soient basées sur le racisme, les catégorisations en races (blancs-noirs-jaunes...), sur le patriarcat et le sexisme, catégorisations des individus en genres sexués et sexualisés (garçons-filles, hétéros-homos) impliquant une domination masculine et hétéronormée, sur l'âgisme, ou discrimination des individus par âge (mineurs-majeurs, jeunes-vieux) permettant la domination des « plus expérimenté-e-s » sur la jeunesse et légitime l'aliénation des individus dès l'enfance, sur l'handiphobie qui est la catégorisation des individus sur les « performances » physiques et mentales (valide-handicapé), sur la religion (toutes par nature déniaient la légitimité à l'individu à créer ses propres valeurs, puisque posant comme sacrées et indiscutables des valeurs « divines »), sur l'identitarisme basé sur le territoire, qu'il soit nationaliste ou régionaliste avec la division d'individus en pseudo-nations (avec leur lot de frontières, de divisions entre « nationaux » et « immigrés » etc...)... elles sont toutes une négation des individus, de leur complexité, de leur légitimité absolue à construire leur vie comme ils l'entendent et à se re-créer en permanence.

Contre l'aliénation identitaire, les étiquettes et les dogmes

Les étiquettes, les discriminations et hiérarchisations des humains sont toutes à remettre profondément en cause ; ce qui nécessite aussi une réflexion profonde sur le langage oral ou écrit, qui traduit et diffuse largement ces catégorisations au fondement du pouvoir. Ce qui nécessite aussi de ne pas s'enfermer dans une « chapelle anarchiste » : l'anarchisme est avant tout une pratique, un effort vers un monde meilleur, et non un dogme. Cela nécessite de combattre aussi le dogmatisme, car nul n'est plus dangereux que la conviction fanatique (fût-elle anarchisante). Si l'anarchisme nie le divin, c'est pour redonner la possibilité de redéfinir la vie en permanence, et ce qui l'opprime, c'est pour se questionner sur le pouvoir, par quelque nouvel interstice qu'il se glisse. Pensée et action sont donc indissociables, et le droit à l'erreur non seulement évident, mais même, indispensable. Les anarchistes veillent souvent, tout aussi convaincu-e-s qu'ils-elles soient, tout aussi conscient-e-s qu'ils-elles soient de l'étendue catastrophique de l'oppression, tout aussi ardent-e-s de partager leurs analyses qu'ils-elles soient, à relativiser leurs points de vue, à se taire aussi, pour laisser l'opinion autre s'élaborer et se construire, à rire aussi, rire beaucoup ! L'avant-gardisme, si sa tentation menace toujours, en particulier les anarchistes les plus pétri-e-s de convictions parfois les plus généreuses, est à bannir de la pensée anarchiste, car c'est aux personnes de se libérer par elles-mêmes ; pas à pas ; sans quoi, elles ne seront jamais réellement libres. C'est la volonté d'émancipation elle-même qui libère. D'ailleurs, l'anarchiste n'est jamais « libéré-e ». Il tend vers l'anarchie, graduellement. C'est toute sa vie que l'anarchiste veille, réfléchit et agit, se libère, jouit de ses victoires et tente d'apprendre de ses échecs. En ayant conscience qu'il-elle ne fait qu'expérimenter, et n'a aucune légitimité à décider de ce qui est bon pour les autres, mais uniquement de défendre ce qu'il-elle juge légitime pour soi-même.

Désobéissance

Dès lors, le discours révolutionnaire anarchiste proscrit les notions de parti, d'avant-garde, de propagande imposée. C'est par l'éducation non-autoritaire, par l'exemple et l'échange, par le débat et dans les luttes sociales que les anarchistes se font connaître. Ils parlent, parfois fort, mais n'imposent pas. L'anarchiste ne revendique pas, il n'exige pas non plus des lois différentes d'un pouvoir quelconque. Il préfère prendre (et fermement s'il le faut) ce qu'il juge légitime : « Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent » (Kropotkine). Face à la soumission, à la base de tout pouvoir, il désobéit. Il désobéit à ce qu'il juge injuste, et affirme sa légitimité à le faire, contre la légalité d'une soumission à l'inacceptable. Face à la violence de la contrainte systémique d'individus par d'autres, qu'il abhorre, il défend les autres mais se défend aussi lui/elle-même. Ce qui n'est, lorsqu'on y songe bien, pas qualifiable de « violence », mais bien plutôt ce que l'on pourrait qualifier de non-violence conséquente - c'est-à-dire une attitude qui ne tolère pas que la violence soit perpétrée ; et qui adapte sa réponse au contexte de cette violence. Par exemple, si l'on défend la dignité de tou-te-s, on ne peut considérer comme violent le fait de prendre au capital des choses nécessaires à une vie digne –un logement, du pain, des vêtements- lorsque cela ne prive pas quelqu'un d'autre du même besoin. On pense au contraire que c'est le vol capitaliste, qui affame légalement une partie de l'humanité, qui est illégitime et violent.

La question de la « violence » dans les luttes anarchistes

Face à la violence structurelle, l'anarchiste tâche de construire une société la moins violente possible et en vue de cela, tend à adapter ses moyens aux fins proposées, car c'est indissociable. Pour cela, il/elle s'organise, car le mouvement social, le collectif des individus libres est la meilleure réponse à la violence capitaliste, dont il est l'antinomie. Mais il-elle sait aussi que lorsque la souffrance est cumulée depuis trop longtemps, rien ne peut arrêter la colère du peuple et des opprimé-e-s : malgré tous les efforts des anarchistes, elle est de toute façon inévitable. L'anarchisme, s'il peut parfois être en désaccord stratégique avec des stratégies violentes jugées inutiles voire contre-productives, et s'il préfère généralement la force du collectif à l'action violente contre des individus, qui entraîne souvent de la part du pouvoir une répression plus forte encore, ne justifiera jamais la répression d'actes violents dirigés contre le système. Il est injustifiable de hurler avec les loups qui portent la tartuffe condamnation de la « violence populaire ». Le débat sur la violence est, de fait, toujours pipé. Il porte le sceau du pouvoir, qui exerce la violence structurelle et ne conteste aucune réponse.

La diversité des luttes anarchistes

Il y a une infinité de moyens de se bagarrer pour une vie libertaire...

Information et éducation non-autoritaire, par la recherche, la dynamique d'une mutualisation des ressources et le débat (infokiosques, affiches et tracts, écoles libertaires, universités populaires). Les luttes sociales, associatives, syndicales (grève générale, rassemblements et manifs, occupations symboliques...). Les réappropriations (squats, auto-réductions). Les actes de désobéissance civile (refus du service militaire, etc...). La construction d'alternatives temporaires au système, pour manger, se chauffer, se vêtir, dormir, créer... (écoles, ateliers, jardins collectifs, yourtes, astuces techniques...) La culture alternative (musique, grafs, théâtre de l'opprimé...) Mais aussi la réflexion sur les mécanismes d'aliénation au sein de sa vie intime, car l'intime est essentiellement politique ; et souvent la famille, le couple ou le psychisme individuel même, sont les lieux de relégation de la violence sociale redirigée contre les individus. L'immense foisonnement de ces luttes et alternatives, au-delà des divergences et des visions, des préférences de champs de lutte et d'émancipation à investir, gagne à s'associer, à se fédérer, afin que les efforts des uns puissent être mutualisés pour le profit de tou-te-s. Afin aussi de partager des savoirs-faire, des astuces, pour éviter la répression et gagner le soutien actif d'un nombre toujours plus grand de gens. C'est à la fois cette autonomie des individus et des groupes, et cette fédération, par la construction d'outils de luttes adaptés aux exigences du réel, que nous avons à construire, ici et maintenant, dans les luttes mais aussi la fête, le rire, l'amour, la joie des rencontres.

John Rackham

LA K BINE – LEGITIME DEFENSE

- Par ChoueTTe -



Lorsqu'on insère « Légitime Défense » dans le lecteur, on sent directement que l'on se trouve face à un grand album. Le genre de skeud, qui sort une fois tous les 10 ans (et effectivement, les quelques rares albums de rap français qui m'ont fait vibrer sont à rechercher dans les années 90's).

Une longue et énergique intro qui nous plonge direct dans l'ambiance, et c'est parti avec « Le calme avant la tempête », morceau très sombre, lent et mélancolique très réussi.

Surprenant début d'album !

Ce calme relatif est donc annonciateur de...

...La tempête avec « Révolte populaire » ! On sent que cette fois l'album démarre pour de bon !

Lyrics en béton, instru épique, et les deux mcs Skalpel et Guez, impeccables et radicaux. Ca décape : « *Brûler le comico ça m'fait pas pleurer, et si cette école vétuste crame tant mieux elle sera rénovée* ».

On enchaîne avec « Pas l'ami de tout le monde » en feat avec Eskicit. Un morceau où les mcs se démarquent du milieu hip hop corrompu, où tout le monde fraternise de façon hypocrite avec tout le monde. Une revendication d'un rap en marge, engagé et volontairement underground. Sans concessions : « *Apparemment ça m'plait d'pas être fréquentable, dérangé mental, j'mets en danger l'pe-ra rentable* ».

Après l'interlude vient « Mémoires des luttes : Chapitre 1 », une vraie leçon d'histoire signée Skalpel. De Che Guevara aux Black Panthers, de Jean-Marc Rouillan à la CNT, en passant par Orwell, la RAF, Mumia Abu-Jamal, ou Marcos... le tout servi sur une instru à nouveau très épique (les cuivres font immédiatement leur effet). Gros gros morceau qui a fait récemment l'objet d'un clip.

« Insécurité » fait également très mal. Instru efficace, où le duo Skalpel/Guez dénonce la manipulation produite par les politiques, les médias, pour stigmatiser la jeunesse immigrée, faire passer des lois liberticides, et faire l'impasse sur l'insécurité sociale : « *L'insécurité c'est le chômage, la précarité, le manque d'argent, le quotidien et ses difficultés, c'est l'absence de papiers, d'abris et de vêtements, comment ne pas approuver l'action de Droit Au Logement / Partisan de l'action directe, de la violence comme dernier recours, quand le pragmatisme s'apparente plus à une branlette camouflée sous les traits d'un beau discours* ».

Vient ensuite la surprise de cet album : « Autour d'une bière », qui n'est pas le morceau festif que l'on pourrait soupçonner.

Guez ne nous a pas habitué à se livrer sur ses sentiments et c'est une vraie excellente surprise de le voir s'exprimer dans un morceau introspectif et sombre très réussi, servi par une instru judicieuse.

Et comme il le dit si bien : « *Introspectif j'arrive pas à l'être, car j'arrive pas à parler, même mes potes j'appelle pas à l'aide. On dit de moi que j'suis un mec cool, y'a que sous alcool que j'peux me lâcher, et que des larmes coulent* ».

« Lucides » repart sur un rythme plus varié, avec un excellent et surprenant sample rock qui fait immédiatement son effet. Magnifique. Au passage, on rappelle qu'il y a pire ailleurs : « *Conscient du travail en usine, et du confort de ma p'tite vie, impossible que je m'érige en victime vu comment certains types vivent* ».

Eskicit refait une apparition pour « En première ligne ». Une instru plus lourde, sombre, qui laisse la part belle aux mcs pour exprimer leurs lyrics toujours affûtés. Ce morceau prend encore davantage de sens lorsque l'on sait qu'il y a à peine quelques jours, le 28 mars, La K-Bine a été victime d'une RAFLE policière à l'occasion d'un rassemblement anti-carcérale pour lequel ils donnaient un concert (ainsi que plusieurs dizaines de manifestants).

Skalpel, en solo, enchaîne sur « Esprit torturé 1 ». Un morceau magique, assez introspectif, où tout y est. Instru planante, lyrics touchants et peu communs dans le rap : « *Mon destin est entre les mains d'un putain d'SOS, et moi j'ai pas fini de ruminer ma tristesse. En lutte contre mes contradictions ces inavouables jours de paresse, monde de merde, société pourrie où c'qui compte c'est le paraître, la conso, la marque sur la basket, et l'exploitation animale reflétée dans nos assiettes* ». Tout est dit.

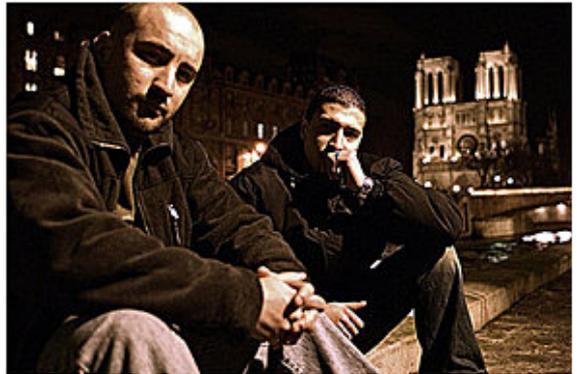
Changement de ton sur « Les médias mentent ». Un titre « évident » mais avant tout une réalité qui ne change pas – et qui s'aggrave même - qu'il est important de dénoncer. Le duo en parle parfaitement, dossiers et exemples à la clé !

Seconde interlude puis vient « La solidarité est une arme », un appel à l'entraide, un hommage à ceux qui résistent de façon radicale, sur fond de guitare acoustique : « *Je sais c'est pas facile mais imagine tous ceux qu'on assassine, internationaliste est cet hymne, quand dans sa solitude l'individu n'entend pas les bombes, moi je me veux citoyen du monde, adopte l'attitude de ceux qui luttent contre un système qui tue* ». Morceau posé qui reste dans la tête.

« Independentzia !!! » est une petite mise au point de Skalpel, vexé de s'être fait taxer de nationaliste, qui s'explique sur les raisons de son soutien aux indépendantistes basques. Une explication claire, nette et précise.

Vient ensuite « Esprit torturé 2 », bon morceau mais qui ne vaut pas le « 1 ». L'instru est un peu moins judicieuse et ne sert pas très bien des lyrics par contre toujours affûtés et irréprochables.

Une petite déception vu la qualité de l'album, mais un morceau en béton si on le compare à tout ce qui peut se faire en matière de rap français.



« Rap de Daron 2 » en feat avec Dad et Kash Leone nous explique que l'on a à faire à des adultes qui rappent... comme des adultes. Et dans une scène rap qui vise les portes-monnaies d'adolescents naïfs ou d'adultes décérébrés, ça fait du bien. Très efficace et servi encore une fois par une excellente instru encore une fois assez dark.

Vient un morceau surprenant, narratif et rempli d'émotions, c'est « Exil ». Un véritable morceau sentimental sur la séparation qui se veut touchant... et encore une fois c'est une franche réussite. L'instru colle parfaitement, très douce, et le morceau est impeccablement rythmé par les deux mcs. Encore un indispensable !

« Bienvenue en France » frappe très fort avec une putain de grosse instru bien lourde et sombre. Skalpel annonce la couleur d'entrée :

« Pas la peine de nous faire de faux plans, de résumer notre critique de la société française à du racisme anti blanc, loin de la pensée de ces philosophes de bas étage. La France telle qu'elle est, je ne l'aime pas et je ne la quitte pas connard, retourne soigner ton bronzage ».

Pizko Mc et Guez enchaînent avec des couplets également bien chargés. Enorme.

« Réussite ? » conclut à merveille l'album. Instru un peu inquiétante, et encore une fois les lyrics font mal et critiquent ces gens pour lesquelles, malheureusement, réussite rime avec tunes à profusion... *« La réussite n'a rien de financière, quand j'regarde en arrière y'a de quoi être fière ».* Un jolie conclusion.

Cet album de rap ne surprendra pas forcément par l'originalité des thèmes abordés. En même temps, il n'est pas là pour cela et si les thèmes sont récurrents, c'est peut-être que les problèmes perdurent...

Les instrus sont variées et efficaces, les mcs arrivent à transmettre leur rage militante, tout comme leur « pessimisme », toujours combatif, souvent teinté de tristesse.

Les invités, Pizko Mc, Eskicit, Sheryo, Dad et Kash Leone apportent un vrai plus et participent à la diversité du skeud.

Skalpel et Guez s'expriment très clairement, intelligemment, et on sait qu'ils joignent en plus les actes à la parole, preuve irréfutable de leur sincérité.

Dans ce milieu de mythomane qu'est le rap, ça fait plaisir ! (doux euphémisme).

Ne vous contentez donc pas d'écouter et d'apprécier La K-Bine.

Faites un peu plus en vous déplaçant aux concerts, en achetant les skeuds... et faites vivre la scène consciente et militante.

Rien de moins que l'album rap de la décennie. Grand. Très grand même.

La K-Bine - Mémoire des luttes : Chapitre 1

http://www.dailymotion.com/video/xc3gt3_skalpel-memoires-des-luttes-chapitr_music

Pour chopper l'album, c'est ici que ça s'passe : http://www.bboykonsian.com/shop/La-K-Bine-Legitime-defense_p323.html

Vous pouvez retrouver l'interview que Skalpel a déjà donné sur ce site en novembre ici : <http://flh.over-blog.com/article-entretien-avec-skalpel-la-k-bine--40193730.html>

Par ChoueTTe - Publié dans : Les beaux arts - Communauté : DES ZAZ DANS LE QUARTIER

LE LANGAGE Immortal

" Entre Ce que je pense, Ce que je veux dire, Ce que je crois dire, Ce que je dis, Ce que vous avez envie d'entendre, Ce que vous entendez, Ce que vous comprenez... il y a dix possibilités qu'on ait des difficultés à communiquer. Mais essayons quand même... " Bernard Weber, *l'Encyclopédie du Savoir Relatif et Absolu*

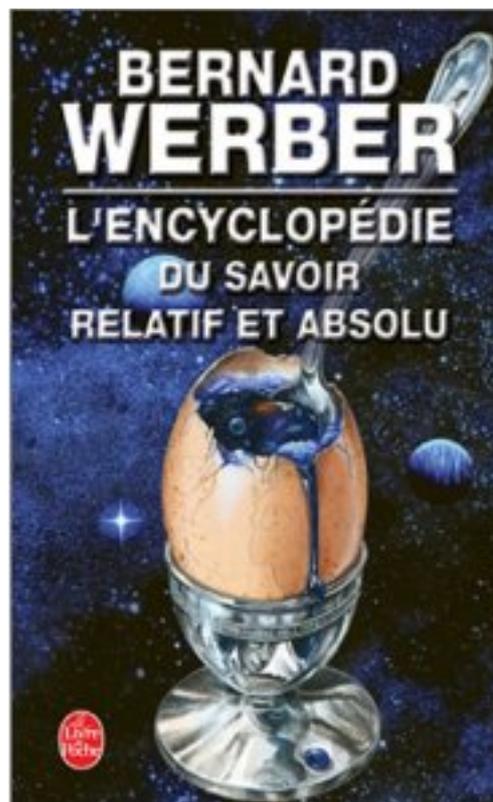
Je me questionnais aujourd'hui sur la pertinence du langage dans notre société. Ce système selon moi est un échec. Car oui, "Le langage est la peinture de nos idées. " Rivarol, *discours De l'universalité de la langue française* ", mais nos idées sont trop facilement altérées par notre langage. On confond souvent langage et parole, hors les deux sont loin d'être inhérents l'un à l'autre. Il faut donc définir, au départ, ce que sont étymologiquement parlant ces deux concepts, ces deux mots. Selon le dictionnaire : "Le langage est un ensemble de signes (vocaux, gestuel, graphiques, tactiles, olfactifs, etc.) doté d'une sémantique, et le plus souvent d'une syntaxe (mais ce n'est pas systématique). Plus couramment, le langage est un moyen de communication. " Et donc, on remarque que le langage n'est pas seulement vocal mais qu'il regroupe aussi de nombreuses autres variantes qui le définissent. La parole est plutôt : " l'acte d'un individu. " Si le langage renvoie à la notion de code, la parole renvoie à celle de corps. La parole est singulière et opère un acte de langage qui s'adresse à un interlocuteur, même si c'est soi-même, mentalement. La parole structure la pensée. Donc, ce n'est pas le langage, mais bien la parole qui structure et articule la pensée initiale.

" Le meilleur de nos convictions ne peut se traduire par des paroles. Le langage n'est pas apte à tout. " *Johann Wolfgang von Goethe* Le langage n'arrive bien souvent pas à transmettre sans faille la pensée derrière le geste et c'est pour cette raison que la parole moyen véhiculaire primaire n'arrive bien souvent qu'à transmettre, même imparfaitement, une parcelle d'idée qui aurait résisté à sa formulation. Hors, comme on le voit dans la citation de Weber, il y a toujours non seulement l'émetteur, mais aussi le récepteur qui perçoit les choses et qui de surcroît est autant sinon plus important que l'émetteur lui-même, puisqu'il ne tiendra qu'à lui de bien comprendre l'idée véhiculée. " Je fais dire aux autres ce que je ne puis si bien dire tantôt par faiblesse de mon langage, tantôt par faiblesse de mes sens. Je ne compte pas mes emprunts, je les pèse. " *Montaigne, Essais 1*

On peut facilement voir la perte d'information, à cause des paliers trop nombreux. Ainsi, on passe de l'idée, au langage, à la parole, à la communication. Rien pour faciliter sa compréhension. Pour parfaitement exprimer son idée, il faut non seulement que chaque étape soit respectée, mais qu'elle soit aussi presque parfaite. Faites le test de tenter de vraiment amener chaque paramètre à sa perfection et vous verrez que la tâche est ardue. " Une monstrueuse aberration fait croire aux hommes que le langage est né pour faciliter leurs relations mutuelles. " *Michel Leiris* Le langage n'est donc pas au point, loin de là et c'est imparfaitement encore que nous tentons de le perfectionner, certains y arrivant mieux que d'autres... " Le langage est-il l'expression adéquate de toutes les réalités ? " *Friedrich Nietzsche*

En terminant, une pensée qui nous pousse à réfléchir sur la précarité du langage. “La musique est peut-être l'exemple unique de ce qu'aurait pu être – s'il n'y avait pas eu l'invention du langage, la formation des mots, l'analyse des idées – la communication des âmes.” *Marcel Proust*

Immortal



LE PRIX DE LA DETTE : A QUI PERD GAGNE - par léo -

le Ven 12 Mar 2010 19:11

Tout est effectivement surréaliste...

La Grèce doit beaucoup d'argent aux banques... (beaucoup, c'est relatif à son budget, qui n'est pas celui de l'Espagne ou de l'Italie, autres PIIGS, mais plus gros). Rappel : son PIB (i.e. son poids économique) est de 2,7% de la zone euro... il n'y a donc pas encore vraiment péril en la demeure !

Les 5 ou 6 milliard d'euros que le gouvernement grec doit trouver rapidement, c'est pour des échéances à très court terme : avril, mai.

L'Etat grec paie de plus en plus cher les emprunts qu'il conclut pour payer ses charges courantes. On parle d'un taux de 7% tandis que la RFA emprunte sur "les marchés" à 3% et des poussières. Ce la fait une grosse différence quand on connaît comment se structure les frais financiers par le jeu des intérêts composés...

Tout ça parce que la « note » grecque décernée par les agences de notation est très vilaine et où il lui est appliqué le vieil adage que l'on ne prête qu'aux riches.

Dans le rapport entre un créancier et un débiteur, rien n'est jamais certain. Qui dépend le plus de l'autre ? Jusqu'à un certain point, le débiteur "doit". Mais à partir d'un certain point, celui qui a du souci à se faire, c'est le créancier... Si un Etat refusait de rembourser sa dette, où du moins de rembourser les seuls intérêts, les banques perdraient de l'argent (car l'argent qu'elles prêtent, elle l'emprunte ailleurs...), car n'oublions pas qu'elles en gagnent surtout en prêtant. Et pour l'instant, c'est elles qui en gagnent d'autant plus que les taux sont élevés !

De toutes les façon, la Grèce s'enfonçe dans la crise : si les fonctionnaires gagnent moins (on parle de 15% de baisse en moyenne annuellement), il dépenseront moins et donc le PIB (et les quelques taxes qui vont avec) va encore baisser, etc... c'est la spirale.

Pour l'instant, le train de mesures draconiennes qui a été pris, c'est pour améliorer la "note" de la Grèce, afin qu'elle puisse emprunter un peu moins cher de quoi régler ses dépenses courantes...

Les éventuels effets budgétaires se feront sentir plus tard dans l'année.

En attendant, quelques infos complémentaires sur la situation sociale

"Autour de la situation sociale en Grèce, quelques informations supplémentaires

Lors de la précédente journée de grève générale et de manifestations, qui avait rassemblé moins de monde, selon un camarade sur place : « l'événement le plus

important eut lieu immédiatement : le président de la GSEE (le syndicat du privé dont le bâtiment avait été occupé en décembre 2008 et membre du Pasok, le parti au pouvoir) n'eut que le temps de prononcer deux phrases avant que des centaines de gens ne se dirigent vers lui, depuis toutes les directions. Quelqu'un l'entarta, puis on lui lança de l'eau et il fut pourchassé tant et si bien qu'il dut se réfugier, d'abord derrière les flics, puis ensuite dans le Parlement. Cette situation souligne le fait que la GSEE est activement dénoncée et qu'il lui est devenu très difficile de jouer son rôle de syndicat réformiste dorénavant »

Afin de bien comprendre le climat général du pays, dans un courrier du 8 février, ce camarade expliquait également le mouvement d'occupation des travailleurs de l'imprimerie nationale et ajoutait un commentaire général sur ce que le mouvement actuel peut demander et obtenir.

« Un autre groupe de travailleurs, de ceux qui travaillent à l'Imprimerie nationale, en occupait le bâtiment et les machines d'impression afin d'empêcher la publication sur papier de la nouvelle loi ! En lisant le texte de loi, ils avaient découvert que la baisse de salaire dans leur cas était plus importante que celle qui était officiellement annoncée, d'où leur grève et l'occupation qu'ils avaient démarrée. Ainsi, en « défendant leurs propres intérêts », ils bloquaient l'impression de la loi et défendaient objectivement les intérêts de tous ceux qui étaient concernés par la situation.

La tendance à ce que les différentes luttes fragmentées convergent indirectement du fait d'intérêts objectivement communs s'intensifiera peut-être et même s'accélèrera dans un futur proche. Après le mouvement étudiant, massif et violent, de 2006-2007, qui avait des revendications spécifiques et les émeutes de décembre qui n'avaient aucune revendication, ce mouvement semble ne pas savoir quoi demander, dans la mesure où l'impasse dans laquelle se trouve la reproduction capitaliste est patente partout et que l'alternative proposée est entre les mesures de la Banque centrale européenne et les mesures draconiennes du FMI.»

Information complémentaire

Dans un commentaire en date du 4 mars dernier, suite à la 1ère journée de grève générale, un camarade écrivait sur le site communiste libertaire Libcom [[http://libcom.org/news/mass-strikes-gre ... s-04032010](http://libcom.org/news/mass-strikes-gre...s-04032010)] :

[Précisons que l'on n'est pas nécessairement d'accord avec tout ce qu'il dit et qu'il s'agit surtout d'un commentaire à chaud, dans une situation mouvante... où donc les coordonnées peuvent vite évoluer.]

« Le KKE (PC) a mené récemment des initiatives audacieuses qui, jusqu'à présent, étaient seulement employées par les mouvements anarchistes - occupations de bâtiments publics et interventions directes dans des stations de TV / radio. Nous savons qu'ils sont soumis à une forte pression de la police à l'occasion de ces actions, mais le plus important est que signaler que de tels mouvements peuvent sans doute indiquer un changement des équilibres internes au parti.

Comme vous le savez probablement, la situation interne du PC grec (KKE) est notoirement secrète et on ne peut que deviner ce qui se produit à l'intérieur de cet énorme machine. Le KKE est le meilleur appareil organisé en dehors de l'Etat en Grèce, et, en dépit de son éternelle troisième position au parlement, il jouit d'une influence énorme sur

une bonne partie des ouvriers et de l'opinion publique dans son ensemble

Quant à l'activité indépendante de grandes organisations, il y a les syndicats autonomes. Le syndicat de papier et du livre est un exemple et leur lutte en cours en soutien à Ntinos Palestidis (voir plus bas) est devenue une histoire très connue nationalement, forçant toute la gauche et une grande partie des universitaires et des intellectuels à prendre faits et cause à leurs côtés, ce qui a un effet de grande importance dans la situation actuelle. Un autre exemple est l'union syndicale du nettoyage (PEKOP) qui après le cas de Kouneva a acquis une force unique et un grand poids moral dans l'ensemble du contexte grec.

Mais aucune organisation autonome de travailleurs n'a une quelconque force dans la rue.

Là les forces principales dans la bataille sont :

a) les anarchistes,

b) jusqu'à un certain degré quelques groupes gauchistes,

c) les travailleurs communiste (KKE) du secteur de la construction qui s'engagent rarement dans la bataille mais quand ils le font, les résultats sont dramatiques.

Le facteur le plus important est la cohésion de lutte dans la rue, c.-à-d. comment la tolérance entre les différents blocs permette vers des mouvements plus dynamiques. La lutte actuelle est l'une de celle où une telle tolérance est particulièrement présente, plus qu'à n'importe quelle autre moment de l'histoire du pays..

De façon générale et naturellement ni le PC ni la coalition de la gauche radicale (CGR) ne veulent d'une insurrection sociale. Le PC veut conquérir le pouvoir comme toujours et la CGR veut une part de ce pouvoir comme toujours. Cependant, en raison des mesures incroyables qui ont été prises par le gouvernement, ils sont mis sous l'immense pression de prouver l'efficacité de leur action militante à la base. Ceci crée un environnement où ils sont forcés d'effectuer des actions dynamiques qui créent un climat de tension, qui ont pour conséquence de disperser les forces de l'état et légitimer des actions (auto-organisées en ce qui nous concerne) plus dynamiques de notre part.

Il semble que l'Etat soit peu disposé à utiliser la main lourde, car il sait que cela mènera à de plus en plus de violence. Ce qu'il veut, c'est un consensus national pour favoriser son désir d'être entendu-rapidement-à-ce-sujet par l'UE. C'est pourquoi aujourd'hui [le 4 mars] les flics ont se sont mangé des pierres et des bâtons et n'ont pas exercé des représailles. Ils savent que briser les rotules mènera à une spirale de situations incontrôlables comme en décembre 2008 (beaucoup de slogans dans la rue parlent d'un décembre prolétaire à venir). Et ils ont également une peur mortelle de leur propre cohésion : ils ont peur que la base syndicaliste du PASOK soit amenée à abandonner la partie en cas de répression importante des luttes sociales et que, dans ce cas, elle emmènerait avec elle assez de députés pour faire tomber le gouvernement.

Somme toute les équilibres en Grèce sont en ce moment tellement serrés et précaires que peu de choses suffiraient à retourner le contrat social dans sa totalité – une insurrection sociale qu'aucune partie ne veut vraiment mais qu'aucune partie ne sait exactement comment éviter. »

= = = =

Une lutte victorieuse contre un licenciement !

Le coup de massue des mesures gouvernementales n'éclipse pas de nombreux conflits

locaux. Et c'est pargois dans de petites entreprises, que des combats acharnés sont menés.

Grande victoire pour l'Association des Employés du Livre et de la Presse dans la province de l'Attique. La lutte qu'ils ont menée ces dernières semaines contre le licenciement de N. Palestídis, travailleur de la maison d'édition Agra a eu finalement un bon résultat. Le camarade a été réembauché.

Le 13 janvier, cet employé a été licencié, sous le prétexte d'un "comportement non conventionnel" : il s'était adressé à l'Inspection du travail (IT) pour traiter de questions qui avaient à voir avec les conditions de travail sur son lieu de travail. Le licenciement a eu lieu trois jours seulement après la réunion avec l'IT, qui avait déclaré: "La maison d'édition pourrait reconsidérer les demandes de l'employé afin de résoudre le problème en cours "

Dès que le licenciement a été effectif, l'Association des Employés du Livre et de la Presse de la province de l'Attique, a commencé des mobilisations permanentes, avec des grèves des salariés des éditions Agra, par des rassemblements, des interventions multiples avec prises de paroles. Des interventions dans les librairies les plus centrales ont également été entreprises dans la ville de Thessalonique.

Ensuite, a été formé un large front de solidarité par diverses personnes, des collectifs ouvriers, de petits syndicats de base, libertaires, d'associations de solidarité (SETTEA, SEFK, Association Wind, Mouvement international des résistants à la guerre, ESE de Thessalonique, ESE Ioannina, Action Commune de solidarité). Des centaines d'employés ont signé les pétitions pour la réembauche de Ntinós Palestídis.

La maison d'édition Agra, a tenté de répondre à cette vague de solidarité en s'adressant à une quarantaine d'intellectuels du monde des « lettres et des arts » qui ont écrit et publiés plusieurs livres chez Agra, dans le but de défendre l'employeur. A cette occasion, on a appris que les revendications des travailleurs sont des questions qui doivent être traitées par la justice et non par ces mêmes luttes ouvrières !

Avec la publication de la déclaration des 40 dans les médias, ils ont clairement tentés d'isoler les grévistes et de dénigrer leur lutte.

Cette déclaration, à laquelle les employés-grévistes comme l'Association des Employés du Livre et de la Presse ont répondu, ainsi que d'autres personnes connues, a permis au contraire de faire connaître cette lutte au niveau national et l'a encouragé à se poursuivre avec occupation des locaux, rassemblements et assemblées ouvertes de solidarité, jusqu'à ce recul de l'employeur.

La lutte paie.

Et les luttes menées à la base, auto organisées, avec la solidarité directe comme arme, comme ce fut le cas pour Konstatina Kouneva (travailleuse migrante bulgare blessée grièvement à l'acide en décembre 2008 pour ce qu'elle représentait) dans le nettoyage, comme c'est le cas dans le secteur de la restauration, des coursiers, où des organisations autonomes de (jeunes) salariés se multiplient et mènent des luttes, sont une des conditions de la victoire. "

<http://oclibertaire.free.fr/spip.php?breve250>

leo

le Jeu 13 Mai 2010

" Depuis, ça a évolué.

Et l'UE comme le FMI sont intervenus d'abord pour "sauver" les banques européennes qui détenaient beaucoup de "dette grecque" et qui, à terme, se trouvaient menacées... ensuite pour "sauver" les banques européennes qui détiennent beaucoup de "dette portugaise, espagnole, italienne" et qui...

léo



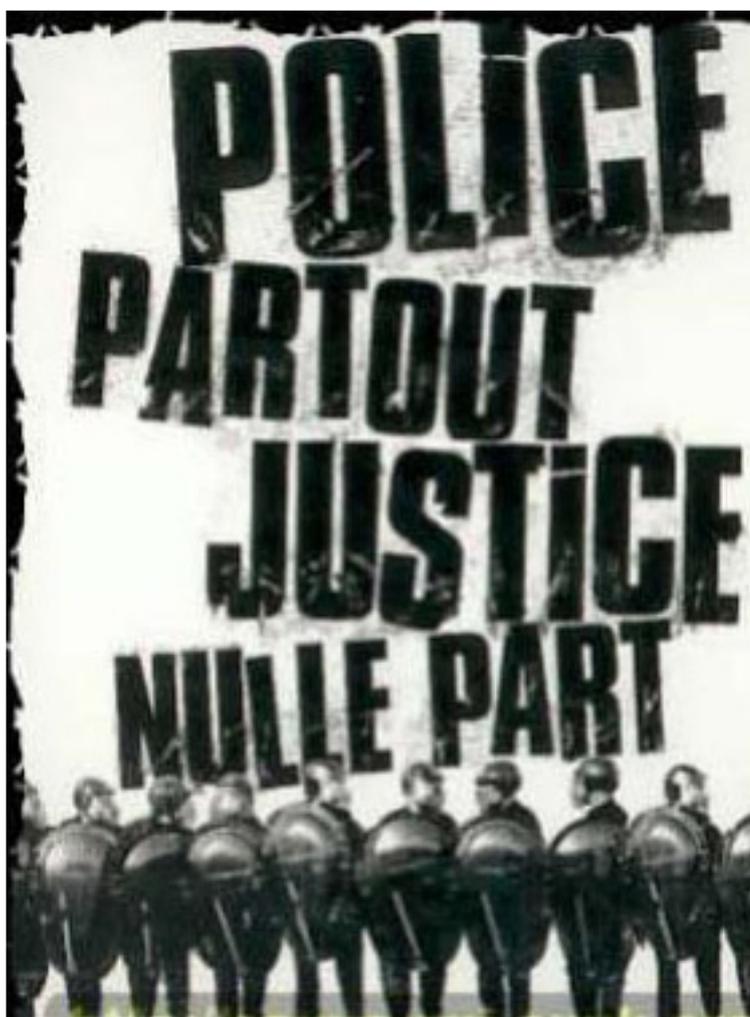
SOUS LE VOILE DE L'ETAT POLICIER ...

- rapporté par fabou89 -

Il s'en cache des choses dans la tête des politiques ! Même sans voiles... Savez-vous, qu'au nom de la liberté des femmes, on s'apprête à interdire, sur la voie « publique » le port du casque de moto, du foulard hivernal, du déguisement de carnaval, du masque chirurgical ou de toute autre voilette qui troublerait votre identification par les gens d'armes et leurs caméras. Comme toujours, dans la tête de ceux qui font profession d'être des élus politiques, il s'agit d'abord d'un renfort de l'état policier.

La fameuse loi dite de « l'interdiction de la burqa » ne fait guère dans le détail. Elle comporterait en effet deux articles majeurs, le premier interdisant toute dissimulation du visage et le second sanctionnant toute personne incitant à cacher son visage. Rien qu'en protestant ici contre cette loi qui se maquille, ne serais-je pas déjà punissable en tant que j'inciterais à refuser d'être identifiable, que je pousserais à la dissimulation ?

Loin d'un enjeu prétendument laïque, la loi devient clairement un appui à la répression policière. Cornegidouille ! S'il s'agissait de libérer les femmes de la domination coercitive des adeptes imbéciles de pénis supérieur, que ne se limite-t-on pas à corriger ces mâles tourmentés par la féminité visible ? S'il s'agissait de réduire l'emprise hystérique des superstitions religieuses, que ne libère-t-on pas l'espace public des calvaires, minarets, kipas et autres soutanes ? S'il s'agissait enfin d'aspirer à la société des bisounours et du « mieux vivre ensemble », que ne rend-on pas publics les milles secrets des horreurs archivées ? Que n'ouvre-t-on l'espace aux handicapés obligés de se frayer un chemin à travers mille obstacles marchands ? Enlevons du moins les monstrueuses cagoules des GIGN et autres maréchaussées affectées à notre surveillance.



Et si je voulais, moi, me masquer ? Si je refusais d'être identifié jour et nuit dans mes activités quotidiennes qui ne regardent que moi ? En quoi cette liberté trouble-t-elle celle d'autrui ? Voilà, ceux qui nous dominent savent bien pousser le curseur de la démocratie apparente vers la dictature des lois « d'exceptions » dès que le peuple dérange leurs

affaires. Les vérifications d'identité s'avèrent déjà une brimade scandaleuse qui révolte tous les défenseurs des droits humains et voilà que le contrôle s'aggrave encore.

Bien sûr, la législation contre ce voile ignoble qui prétend grillager de soi-disant immaculées donzelles face à la concupiscence, a ouvert la porte à d'autres zéloteurs. Nous voilà de plus en plus visiblement dans une société qui est en train de nous enfermer, sous l'allégation de lutter contre la mascarade des intégristes, dans un état définitivement policier. Ne nous trompons pas de croisière, la loi sur le voile reste bien un prétexte de droite...

Les multiples pores de respiration de la liberté des individus sont peu à peu étranglés et déformés. Contrôlés, espionnés, surveillés, fliqués chaque jour davantage. Comment pourrait-on accepter cette intrusion continuelle dans nos vies ? Autour de nous s'organise toujours l'autoritarisme et la France reste une des sociétés les plus répressives. En quelques années, la répression policière est devenue l'une des pires d'Europe contre toutes les marginalités. Demandez aux déportés de l'économie, immigrants, enfants pauvres ou minorités sexuelles, la France n'a déjà plus rien d'une société d'hospitalité, d'égalité ou de fraternité et on se résigne à voir bien des droits humains fondamentaux quitter jusqu'à nos souvenirs. La société de surveillance et l'omniprésence biométrique s'est construite derrière la fatigue de nos rebellions.

Sous le voile, c'est encore la liberté qu'on attaque... il y a eu d'autres soutanes et d'autres bonnes sœurs dans nos contrées et c'est finalement la liberté des mœurs qui a eu raison d'eux...rien d'autre que l'aspiration à la liberté.

Car, n'en doutez pas, la volonté de liberté des peuples est une force qui chemine....

Thierry Lodé
Professeur d'écologie évolutive



**LE POUVOIR EST MAUDIT
VOILA POURQUOI JE SUIS ANARCHISTE**

